

**PRÉSIDENCE****SECRÉTARIAT GÉNÉRAL****N° 2406-2023/ARR/DAEM****du : 16 OCT. 2023****AMPLIATIONS**

Commissaire délégué	1
JONC	1
Archives NC	1
DAEM	1
Ville de Dumbéa	1

ARRÊTÉ

relatif au bilan de la concertation administrative réalisée dans le cadre de la procédure de révision du plan d'urbanisme directeur (PUD) de la commune de Dumbéa

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 52-2012/APS du 18 décembre 2012 approuvant le plan d'urbanisme directeur de la commune de Dumbéa ;

Vu la délibération n° 438-2020/BAPS/DAEM du 22 septembre 2020 relative à la mise en révision du plan d'urbanisme directeur de la commune de Dumbéa ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Dumbéa n° 2020/366 du 21 octobre 2020 relative à l'approbation des modalités de concertation publique et autorisation donnée au Maire à signer une convention permettant une participation financière de la Province Sud pour les frais de maîtrise d'œuvre liés à la révision du Plan d'Urbanisme Directeur de la ville de Dumbéa ;

Vu le rapport n° 201831-2022/20-ACTS/DAEM du 15 août 2023,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Est arrêté le bilan de la concertation administrative mise en œuvre par la province Sud dans le cadre de la procédure de révision du plan d'urbanisme directeur (PUD) de la commune de Dumbéa.

ARTICLE 2 : Le bilan de la concertation administrative comprend :

- les procès-verbaux des réunions des comités d'études ;
- la liste des personnes et organismes consultés au cours de l'enquête administrative ;
- la synthèse des avis émis.

ARTICLE 3 : Le bilan de la concertation administrative est joint au dossier de plan d'urbanisme directeur qui sera soumis à enquête publique.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté¹ sera transmis à Monsieur le commissaire délégué de la République, notifié à la Ville de Dumbéa et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.



Pour la Présidente et par délégation,
le deuxième Vice-Président

GIL BRIAL

¹ NB : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la notification de cet acte, pour contester cette décision devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».